

REPUBLIQUE DU NIGER



Fraternité – Travail - Progrès

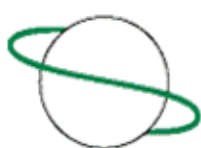
CABINET DU PREMIER MINISTRE

CONSEIL NATIONAL DE
L'ENVIRONNEMENT POUR UN
DEVELOPPEMENT DURABLE



SECRETARIAT EXECUTIF

FONDS POUR
L'ENVIRONNEMENT MONDIAL



FEM

PROGRAMME DES NATIONS
UNIES POUR LE
DEVELOPPEMENT



PNUD

Projet « Régionalisation de l'Adaptation à Base Communautaire au Niger »

Dispositif de Suivi-Evaluation

DOCUMENT DES ANNEXES

Décembre 2015

Annexe 1 : Canevas de planification, programmation annuelle et trimestrielle

REPUBLIQUE DU NIGER  Fraternité – Travail – Progrès	CABINET DU PREMIER MINISTRE ----- SECRETARIAT EXECUTIF DU CONSEIL NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE PROJET ABC-MARADI	
--	--	---

PLAN OPERATIONNEL DU PROJET

NOTE SUR LES ELEMENTS DE STRATEGIE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET



TABLEAU DE PLANIFICATION DE PHASE

[illegible]

REPUBLIQUE DU NIGER  Fraternité – Travail - Progrès	CABINET DU PREMIER MINISTRE SECRETARIAT EXECUTIF DU CONSEIL NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE PROJET ABC-MARADI	
--	---	---

PLAN ANNUEL DE TRAVAIL 20##

NOTE SUR LES ELEMENTS DE STRATEGIE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN :

Produits / Activités	Résultats intermédiaires / Indicateurs	Responsables			Calendrier de réalisation												Observations / Recommandations pour la stratégie de mise en œuvre et la durabilité de l'activité
		Responsable	Associé(s)	Partenaires	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	



REPUBLIQUE DU NIGER  <i>Fraternité – Travail – Progrès</i>	CABINET DU PREMIER MINISTRE SECRETARIAT EXECUTIF DU CONSEIL NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE PROJET ABC-MARADI	
--	--	---

TABLEAU DE BORD DE PILOTAGE – SITUATION EN DATE DE ANNEE

Niveau dans la chaîne	Intitulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Valeur ou niveau global visé	Valeur ou niveau antérieur (Année passée)	Valeur ou niveau ciblée pour l'année en cours	Valeur ou niveau atteint actuellement	Niveau d'alerte – Vert  – Orange  – Rouge 	Challenges / Orientations
IMPACT	Nombre et type d'acteurs au sein des 7 communes ciblées de la Région de Maradi qui dispose de capacités d'adaptation accrues face aux impacts projetés des changements climatiques	Au moins 3300 ménages (plus de 20 000 personnes), 40 agents des services techniques (avec un équilibre genre) et 90 membres des conseils communaux mettent en œuvre des mesures plus résilientes et adaptatives face aux changements climatiques..	Moins de 500 producteurs dans les communes de Roumbou et de Bader Goula ont acquis des capacités accrues pour faire face aux impacts des changements climatiques et ont adopté des activités résilientes.	500					
			EFFET 1						
EXTRANT1-1	1.1.1. Nombre d'agents techniques et membres des conseils communaux, régionaux de la Région de Maradi formés en planification et changements climatiques	D'ici la fin du projet, au moins 150 agents techniques et membres des conseils communaux, régionaux de la Région de Maradi seront formés en planification et changements climatiques.	14 agents	150					
	1.1.2. Nombre des techniciens des services techniques déconcentrés et décentralisés (agriculture, environnement et eau, et élevage) formés à l'intégration des risques climatiques dans la gestion et la planification des activités socio-économiques.	D'ici la fin du projet 45 techniciens des services techniques déconcentrés et décentralisés (agriculture, environnement et eau, et élevage) seront formés à l'intégration des risques climatiques dans la gestion et la planification des activités socio-économiques.	0	45					



Niveau dans la chaîne	Intitulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Valeur ou niveau global visé	Valeur ou niveau antérieur (Année passée)	Valeur ou niveau ciblée pour l'année en cours	Valeur ou niveau atteint actuellement	Niveau d'alerte – Vert  – Orange  – Rouge 	Challenges / Orientations
	1.1.3. Nombre des membres d'OCB et d'ONG par commune d'intervention formés sur les risques liés aux changements climatiques et les options d'adaptation.	D'ici la fin du projet, au moins 60 membres d'OCB et d'ONG par commune d'intervention seront formés sur les risques liés aux changements climatiques et les options d'adaptation.	5 ONG/OCB	240					
EXTRANT 1-2	1.2.1.a. Nombre de stations météorologiques automatiques installées et équipées au niveau des 7 communes pour renforcer le dispositif de collecte et de traitement des données dans les communes d'intervention.	D'ici la fin du projet au moins 07 stations météorologiques automatiques seront installées et équipées	1	07					
	1.2.1.b. Nombre de pluviomètres SPIEA placés au niveau des 7 communes pour renforcer le dispositif de collecte et de traitement des données dans les communes d'intervention.	D'ici la fin du projet 500 pluviomètres SPIEA seront placés.	20 pluviomètres SPIEA	500					
	1.2.2. Nombre des conseils agro-météorologiques aux producteurs et l'information climatique aux décideurs locaux diffusés.	D'ici la fin du projet 3 conseils agro-météorologiques aux producteurs et l'information climatique aux décideurs locaux seront diffusés	3 conseils agrométéorologiques	3					
	1.2.3. Nombre de session d'informations sur les risques d'inondation à travers les Systèmes communautaires d'alerte précoce des réponses aux urgences (SCAPRU) diffusé.	D'ici la fin du projet au moins 03 plans villageois de risque d'inondation seront élaborés et diffusés.	0	3					



Niveau dans la chaîne	Intitulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Valeur ou niveau global visé	Valeur ou niveau antérieur (Année passée)	Valeur ou niveau ciblée pour l'année en cours	Valeur ou niveau atteint actuellement	Niveau d'alerte - Vert  - Orange  - Rouge 	Challenges / Orientations
PRODUIT 1-3	1.3. Nombre de Plans de Développement Communaux qui intègrent des actions et de budgets spécifiques pour l'adaptation aux changements climatiques.	D'ici la fin du projet les PDC des 06 communes additionnelles sont mis à jour pour intégrer la dimension changement climatique et pour appuyer les actions d'adaptation	Au démarrage du projet les risques climatiques, la dimension changement climatique et les mesures d'adaptations sont intégrées dans le PDC de 4 communes	6					
PRODUIT 1-4	1.4.1. Nombre de Plans de communication du projet élaboré.	Au démarrage du projet, un plan de communication sera élaboré et mis en œuvre	0	1					
	1.4.2. Nombre de voyages d'échanges entre les sites du projet et entre les producteurs afin de diffuser les techniques et les leçons apprises	D'ici la fin du projet au moins 3 voyages d'échanges entre les sites et entre producteurs seront organisés.	1 voyage d'échange effectué par les multiplicateurs de semences de Roubou	3					
	1.4.3. Nombre de leçons apprises et expériences du projet diffusé aux niveaux national et international diffusées	D'ici à la fin du projet 04 leçons apprises et expériences seront produites et diffusées	04 bonnes pratiques identifiées à Roubou par le PANA	4					
EFFET 2									
Extrait 2.1	2.1.2 Nombre de ménages appuyé par les activités de transformation des produits agro-sylvo pastoraux et de valorisation des espèces locales forestières mises en place et appuyées.	D'ici la fin du projet 3300 chefs de ménages-producteurs ruraux issus des 7 communes prioritaires dont 2000 femmes bénéficieront d'appui technique et financiers pour la mise en œuvre d'AGR résiliences et porteuses	250 ménages	3300					
	2.1.3 Nombre de ménages qui bénéficient d'appui au petit élevage et à l'emboche		1 857 ménages						
	2.1.4 Nombre de ménages qui bénéficient d'Appui aux activités artisanales et de commerce.		100 ménages						



Niveau dans la chaîne	Intitulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Valeur ou niveau global visé	Valeur ou niveau antérieur (Année passée)	Valeur ou niveau ciblée pour l'année en cours	Valeur ou niveau atteint actuellement	Niveau d'alerte - Vert  - Orange  - Rouge 	Challenges / Orientations
Extrant 2.2	2.2.1 Nombre de sessions des formations destinées aux producteurs et groupements de femmes/jeunes sur les différents maillons de filières réalisées	D'ici la fin du projet 4 sessions de formation destinées aux producteurs/groupements des femmes/jeunes sont réalisées	0	4					
Extrant 2.3	2.3.1 Nombre des nouvelles semences développées et testées au sein des 7 communes	D'ici la fin de la 2ème année du projet des semences de mil, sorgho, niébé, sésame et d'arachide seront développées et testées sur 10 ha de champ test par commune	Des semences de mil (HKP), sorgho (Mota Maradi) et niébé (Kvx, IT90 et TN5-78) ont été développées et diffusées	70 ha					
	2.3.2 Nombre de multiplicateurs formés sur la production de semences améliorées de mil, sorgho et niébé	D'ici la fin du projet 70 multiplicateurs dont 25% de femmes seront informés et sensibilisés, formés en vie associative/gestion, sur les itinéraires technique de multiplication de semences et sur les méthodes d'identification et de lutte contre les principaux ravageurs et ennemis de culture.	Quinze (15) multiplicateurs de semences améliorées furent formés dans la commune de Roumbou et Azagor	70.					
	2.3.3 Nombre de producteurs sensibilisés sur l'utilisation des semences améliorées de mil, sorgho, niébé, arachide, etc.	D'ici à la fin du projet, 800 producteurs dont 25% de femmes seront sensibilisés sur l'utilisation des semences améliorées et les bénéfices tirés de cette utilisation,	180 producteurs	800					
Extrant 24	2.4.1 Nombre de boutiques d'intrants agricoles mises en place	D'ici à la fin du projet, 05 boutiques d'intrants agricoles et 05 comités de gestion seront mis en place au sein des 5 communes agricoles.	8 BIA	5					



Niveau dans la chaîne	Intitulé de l'indicateur	Description	Valeur de référence	Valeur ou niveau global visé	Valeur ou niveau antérieur (Année passée)	Valeur ou niveau ciblée pour l'année en cours	Valeur ou niveau atteint actuellement	Niveau d'alerte - Vert  - Orange  - Rouge 	Challenges / Orientations
	2.4.2 Nombre de boutiques d'intrants zootechniques mises en place	D'ici à la fin du projet, 07 boutiques d'intrants zootechniques et 07 comités de gestion seront mis en place au sein des 7 communes.	7 BIZ	7					
Extrant 25	2.5.1 Nombre d'ha de terres agricoles, pastorales et forestières récupérées.	D'ici la fin du projet, au moins 200 ha de demi-lunes et banquettes agricoles, pastorales et forestières seront réalisés.	1109 ha	200					
	2.5.2 Nombre d'ha de dunes fixés.	Au terme du projet, au moins 100 ha de dunes seront fixés.	180 ha	100					
	2.5.3 Nombre de kilomètres de bandes pare-feu mis en place.	Au terme du projet, au moins 500 km de bandes pare-feu mis en place.	1069 km	500					
	2.5.4 Nombre de kilomètres de brise vent et de haies vives réalisés.	Au moment de l'achèvement du projet, au moins 500 km de brise vent et de haies vives et 1000 ha de régénération naturelle assistée réalisés.	0	500					
	2.5.5 Nombre de mètre linéaire de koris traité et aménagé.	A la fin du projet au moins 1000 m linéaire de koris seront aménagés et traités.	380 ml	1000					
Extrant 26	2.6.1 Nombre d'ha de zones d'irrigation aménagé	D'ici la fin du projet seront réalisés : aménagement de 40 ha en goutte à goutte, 100 ha de réseaux californiens, des 100 ha à réseau californien en forage profond à faible coût et des puits maraichers.	4,5 ha	250					
	2.6.2 Nombre de mares à vocation pastorale aménagées.	D'ici la fin du projet 01 mare à vocation pastorale sera aménagée.	2	1					



 REPUBLIQUE DU NIGER Fraternité – Travail – Progrès	CABINET DU PREMIER MINISTRE ----- SECRETARIAT EXECUTIF DU CONSEIL NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE PROJET ABC-MARADI	
--	--	---

INTERVENANT/SERVICE :	COMPTE RENDU D'ACTIVITE
------------------------------	--------------------------------

Activité conduite	
--------------------------	--

Ressources humaines mobilisées	Nom(s) et Prénom(s)	Fonction	Date ou période :
			Région :
			Département :
			Village :
			Autres localités touchées :

Résultats atteints au cours de l'activité	
--	--

Potentialités et atouts	
--------------------------------	--

Difficultés et contraintes rencontrées	
---	--

Mesures correctives (proposition d'amélioration) :

Proposées sur place	
Autres alternatives plausibles	

Observation de changements (positifs ou négatifs) liés à l'action ou aux activités antérieures	
--	--

Nombre de participants aux actions s'il y a lieu	Inscrire le N° de la catégorie des groupes	Femmes			Hommes			Total	Total jeunes	Les différentes catégories de groupe cibles
		Adulte (A)	Jeune (B)	Total (C) (=A+B)	Adulte (D)	Jeune (E)	Total (F) (=D+E)	(=C+F)	(=B+E)	
		TOTAL								

Jeune : de 07 ans à 18 ans. NB : Agrafez une feuille volante pour développer au besoin certains aspects

Remplir la liste de présence au verso----->



Rapport Final de mise en place du dispositif de suivi-évaluation du Projet -ABC-. LES ANNEXES

ANNEXE 2 Rapport mensuel VNU

REPUBLIQUE DU NIGER  Fraternité – Travail – Progrès	CABINET DU PREMIER MINISTRE SECRETARIAT EXECUTIF DU CONSEIL NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE PROJET ABC-MARADI	
--	---	---

RAPPORT ABC-MARADI

Région :			
Département :			
Commune			
Nom et Prénom VNU			
Date élaboration :	Mois	Année	20__

Observations, Remarques, Recommandations générales

--



Récapitulatif sommaire des activités conduites au cours du mois
Succès
Echecs
Propositions d'amélioration



Eléments de réalisation

Eléments de réalisation	Unité	Prévision annuelle	Réalisations antérieures au cours de l'année	Réalisation du mois en cours	Réalisation cumulée	Observations
Nombre et type d'acteurs au sein des 7 communes ciblées de la Région de Maradi qui dispose de capacités d'adaptation accrues face aux impacts projetés des changements climatiques	Nombre					
Nombre d'agents techniques et membres des conseils communaux, régionaux de la Région de Maradi formés en planification et changements climatiques	Nombre					
Nombre des techniciens des services techniques déconcentrés et décentralisés (agriculture, environnement et eau, et élevage) formés à l'intégration des risques climatiques dans la gestion et la planification des activités socio-économiques.	Nombre					
Nombre des membres d'OCB et d'ONG par commune d'intervention formés sur les risques liés aux changements climatiques et les options d'adaptation.	Nombre					
Nombre de stations météorologiques automatiques installées et équipées pour renforcer le dispositif de collecte et de traitement des données dans les communes d'intervention.	Nombre					
Nombre de pluviomètres SPIEA placés au niveau des 7 communes pour renforcer le dispositif de collecte et de traitement des données dans les communes d'intervention.	Nombre					



Eléments de réalisation	Unité	Prévision annuelle	Réalisations antérieures au cours de l'année	Réalisation du mois en cours	Réalisation cumulée	Observations
Nombre des conseils agro-météorologiques aux producteurs et l'information climatique aux décideurs locaux diffusés.	Nombre					
Nombre de session d'informations sur les risques d'inondation à travers les Systèmes communautaires d'alerte précoce des réponses aux urgences (SCAPRU) diffusé.	Nombre					
Nombre de Plans de Développement Communaux qui intègrent des actions et de budgets spécifiques pour l'adaptation aux changements climatiques.	Tonne					
Nombre de Plans de communication du projet élaboré.	Nombre					
Nombre de voyages d'échanges entre les sites du projet et entre les producteurs afin de diffuser les techniques et les leçons apprises	Nombre					
Nombre de leçons apprises et expériences du projet diffusé aux niveaux national et international diffusées	Nombre					
Nombre d'agents techniques et membres des conseils communaux, régionaux de la Région de Maradi formés en planification et changements climatiques	Tonne					
Nombre des techniciens des services techniques déconcentrés et décentralisés (agriculture, environnement et eau, et élevage) formés à l'intégration des risques climatiques dans la gestion et la planification des activités socio-économiques.	Nombre					



Eléments de réalisation	Unité	Prévision annuelle	Réalisations antérieures au cours de l'année	Réalisation du mois en cours	Réalisation cumulée	Observations
Nombre des membres d'OCB et d'ONG par commune d'intervention formés sur les risques liés aux changements climatiques et les options d'adaptation.	Nombre					
Nombre de stations météorologiques automatiques installées et équipées pour renforcer le dispositif de collecte et de traitement des données dans les communes d'intervention.	Nombre					
Nombre de pluviomètres SPIEA placés au niveau des 7 communes pour renforcer le dispositif de collecte et de traitement des données dans les communes d'intervention.	Nombre					
Nombre de ménages appuyé par les activités de transformation des produits agro-sylvo pastoraux et de valorisation des espèces locales forestières mises en place et appuyées.	Nombre					
Nombre de ménages qui bénéficient d'appui au petit élevage et à l'embouche	Nombre					
Nombre de ménages qui bénéficient d'Appui aux activités artisanales et de commerce.	Nombre					
Nombre de sessions des formations destinées aux producteurs et groupements de femmes/jeunes sur les différents maillons de filières réalisées	Nombre					
Nombre des nouvelles semences développées et testées au sein des 7 communes	Nombre					

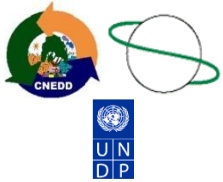


Eléments de réalisation	Unité	Prévision annuelle	Réalisations antérieures au cours de l'année	Réalisation du mois en cours	Réalisation cumulée	Observations
Nombre de multiplicateurs formés sur la production de semences améliorées de mil, sorgho et niébé	Nombre					
Nombre de producteurs sensibilisés sur l'utilisation des semences améliorées de mil, sorgho, niébé, arachide, etc.	Nombre					
Nombre de boutiques d'intrants agricoles mises en place	Nombre					
Nombre de boutiques d'intrants zootechniques mises en place	Nombre					
Nombre d'ha de terres agricoles, pastorales et forestières récupérées.	Hectare					
Nombre d'ha de dunes fixés.	Hectare					
Nombre de kilomètres de bandes pare-feu mis en place.	Kilomètre					
Nombre de kilomètres de brise vent et de haies vives réalisés.	Kilomètre					
Nombre de mètre linéaire de koris traité et aménagé.	mètre					
Nombre d'ha de zones d'irrigation aménagé	Hectare					
Nombre de mares à vocation pastorale aménagées.	Nombre					





ANNEXE 3 : CANEVAS DE RAPPORT ANNUEL DU PROJET PANA RESILIENCE

REPUBLIQUE DU NIGER  Fraternité – Travail – Progrès	CABINET DU PREMIER MINISTRE SECRETARIAT EXECUTIF DU CONSEIL NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE PROJET ABC-MARADI	
--	---	---

ETAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET ABC-MARADI

RAPPORT ANNUEL



SOMMAIRE

- PRESENTATION SUCCINCTE DU PROJET
- Table des matières
- Liste des acronymes
- Liste des figures et cartes
- Liste des tableaux
- Liste des encadrés
- Liste des annexes

RESUME ANALYTIQUE

I. INTRODUCTION

II. ETAT DE MISE EN OEUVRE

2.1. Situation des risques liés à la mise en œuvre du projet

Tableau sur le niveau actuel des indicateurs de risque

Risques / Mesure de Sauvegarde	Indicateurs	Valeur actuelle de l'indicateur	Niveau de risque à date (latent, peu élevé, élevé, cruciale)	Source de Vérification	Influence actuelle sur l'atteinte des résultats et	Mesures de mitigation

Commentaires sur les risques

2.3. Analyse des produits livrés par le projet



Tableau des produits livrés par le projet

Eléments de réalisation	Unité	Prévision globale	Prévision pour l'année	Réalisation annuelle	Taux de réalisation	Réalisation cumulée	Taux globale de réalisation	Observations
Nombre et type d'acteurs au sein des 7 communes ciblées de la Région de Maradi qui dispose de capacités d'adaptation accrues face aux impacts projetés des changements climatiques	Nombre							
Nombre d'agents techniques et membres des conseils communaux, régionaux de la Région de Maradi formés en planification et changements climatiques	Nombre							
Nombre des techniciens des services techniques déconcentrés et décentralisés (agriculture, environnement et eau, et élevage) formés à l'intégration des risques climatiques dans la gestion et la planification des activités socio-économiques.	Nombre							
Nombre des membres d'OCB et d'ONG par commune d'intervention formés sur les risques liés aux changements climatiques et les options d'adaptation.	Nombre							
Nombre de stations météorologiques automatiques installées et équipées pour renforcer le dispositif de collecte et de traitement des données dans les communes d'intervention.	Nombre							
Nombre de pluviomètres SPIEA placés au niveau des 7 communes pour renforcer le dispositif de collecte et de traitement des données dans les communes d'intervention.	Nombre							
Nombre des conseils agro-météorologiques aux producteurs et l'information climatique aux décideurs locaux diffusés.	Nombre							



Eléments de réalisation	Unité	Prévision globale	Prévision pour l'année	Réalisation annuelle	Taux de réalisation	Réalisation cumulée	Taux globale de réalisation	Observations
Nombre de session d'informations sur les risques d'inondation à travers les Systèmes communautaires d'alerte précoce des réponses aux urgences (SCAPRU) diffusé.	Nombre							
Nombre de Plans de Développement Communaux qui intègrent des actions et de budgets spécifiques pour l'adaptation aux changements climatiques.	Tonne							
Nombre de Plans de communication du projet élaboré.	Nombre							
Nombre de voyages d'échanges entre les sites du projet et entre les producteurs afin de diffuser les techniques et les leçons apprises	Nombre							
Nombre de leçons apprises et expériences du projet diffusé aux niveaux national et international diffusées	Nombre							
Nombre d'agents techniques et membres des conseils communaux, régionaux de la Région de Maradi formés en planification et changements climatiques	Tonne							
Nombre des techniciens des services techniques déconcentrés et décentralisés (agriculture, environnement et eau, et élevage) formés à l'intégration des risques climatiques dans la gestion et la planification des activités socio-économiques.	Nombre							
Nombre des membres d'OCB et d'ONG par commune d'intervention formés sur les risques liés aux changements climatiques et les options d'adaptation.	Nombre							



Eléments de réalisation	Unité	Prévision globale	Prévision pour l'année	Réalisation annuelle	Taux de réalisation	Réalisation cumulée	Taux globale de réalisation	Observations
Nombre de stations météorologiques automatiques installées et équipées pour renforcer le dispositif de collecte et de traitement des données dans les communes d'intervention.	Nombre							
Nombre de pluviomètres SPIEA placés au niveau des 7 communes pour renforcer le dispositif de collecte et de traitement des données dans les communes d'intervention.	Nombre							
Nombre de ménages appuyé par les activités de transformation des produits agro-sylvo pastoraux et de valorisation des espèces locales forestières mises en place et appuyées.	Nombre							
Nombre de ménages qui bénéficient d'appui au petit élevage et à l'embouche	Nombre							
Nombre de ménages qui bénéficient d'Appui aux activités artisanales et de commerce.	Nombre							
Nombre de sessions des formations destinées aux producteurs et groupements de femmes/jeunes sur les différents maillons de filières réalisées	Nombre							
Nombre des nouvelles semences développées et testées au sein des 7 communes	Nombre							
Nombre de multiplicateurs formés sur la production de semences améliorées de mil, sorgho et niébé	Nombre							
Nombre de producteurs sensibilisés sur l'utilisation des semences améliorées de mil, sorgho, niébé, arachide, etc.	Nombre							



Eléments de réalisation	Unité	Prévision globale	Prévision pour l'année	Réalisation annuelle	Taux de réalisation	Réalisation cumulée	Taux globale de réalisation	Observations
Nombre de boutiques d'intrants agricoles mises en place	Nombre							
Nombre de boutiques d'intrants zootechniques mises en place	Nombre							
Nombre d'ha de terres agricoles, pastorales et forestières récupérées.	Hectare							
Nombre d'ha de dunes fixés.	Hectare							
Nombre de kilomètres de bandes pare-feu mis en place.	Kilomètre							
Nombre de kilomètres de brise vent et de haies vives réalisés.	Kilomètre							
Nombre de mètre linéaire de koris traité et aménagé.	mètre							
Nombre d'ha de zones d'irrigation aménagé	Hectare							
Nombre de mares à vocation pastorale aménagées.	Nombre							



2.4. Commentaires sur la mise en œuvre (Aspects de conduite des activités)

III. SUIVI FINANCIER

3.1. Situation des activités de passation de marché (suivi calendaire et spécification techniques)

Situation passation de marchés de biens et services:

Réf Marchés	Objet Marchés	Méthode sélection	Montant Marchés	Niveau d'exécution	Observations respect calendrier	Observations respect spécifications techniques

Travaux et biens

DESIGNATION	MONTANT	METHODE PASSATION	DATE ENVOI	DATE ATTRIBUTION	LIVRAISON	ATTRIBUTAIRE

Services de consultants

	MONTANT	METHODE PASSATION	OUVERTURE OFFRE TECHNIQUE	EVALUATION FINALE	SIGNATURE	ACHEVEMENT	ATTRIBUTAIRE

Commentaires :

3.2. Situation des apports financiers

Tableau de bord suivi d'exécution financière par composante et source de financement.

	Montant prévu			Montant réel			Taux Réel			Justification de l'écart
	PNUD	ETAT	Total	PNUD	ETAT	Total	PNUD	ETAT	Total	



Total Général										

Commentaires :

Tableau : Situation financière cumulée

Sources	Prévision globale	Décaissement	Engagement	Total des réalisations	Taux global de réalisation
Total Général					

Commentaires :

3.3. Situation des réalisations financières par catégorie de dépenses

Tableau de bord suivi d'exécution financière par catégorie de dépense.

Catégories de dépenses	Montant Prévu	Montant réel	Taux Réel	Justification de l'écart
Total Général				

Commentaires :

IV. MANAGEMENT, RELATIONS ET PARTENARIAT

4.1. Suivi de la mise en œuvre des recommandations des missions d'appui à la gestion du Projet

Mission	Recommandations	Responsable	Date échéance	Etat actuel de mise en œuvre des recommandations



4.2. Relations avec les structures de mise en œuvre du Projet

4.3. Suivi évaluation du Projet

4.4. Partenariat avec les structures régionales et internationales

V. DIFFICULTES RENCONTREES ET LEÇONS RETENUS

VI. RECOMMANDATIONS ET PERSPECTIVES

6.1. Recommandations

6.2. Perspectives pour l'année 2016

ANNEXES



ANNEXE 4 : FICHE DESCRIPTIVE POUR L'OPERATIONNALISATION DES INDICATEURS DU PROJET

Intitulé de l'indicateur				« Code »
Description de l'indicateur				
Niveau de l'indicateur				
Niveau de désagrégation	Zone	Sexe	an	
Valeur de référence				
Valeur cible				
Différents paramètres qui entrent dans l'évaluation de l'indicateur				
Méthodes de collecte des données				
Unité de mesure				
Méthode de calcul ou d'estimation du niveau de l'indicateur				
Date et ou fréquence de collecte				
Responsable(s) pour la collecte des données (paramètres)				
Responsable pour la transmission de l'information au S+E				
Date et fréquence de transmission des données				
Type d'exploitation et d'utilisation des résultats				
Mode d'interprétation				
Besoins supplémentaires en ressources				



Annexe 5 : Glossaire

(Sources Guide SE SDRP et Consultants)

A

Activité

Opération ou démarche exécutée par une organisation et destinée à produire des extrants précis (p. ex. produits ou services). Les activités font parties du premier chaînon de la progression vers l'atteinte des résultats. L'activité mobilise des ressources telles que des fonds, une assistance technique et d'autres types de moyens.

Analyse des problèmes

Analyse des problèmes est une démarche méthodologique visant à analyser une situation donnée dans laquelle se pose un ensemble de problèmes, afin d'identifier le problème central et les causes et les conséquences de ce problème à travers un diagramme de relations causes-effets communément appelé arbre des problèmes. Le problème central représente le tronc de l'arbre, les causes représentent ses racines et les effets ses branches.

Analyse des objectifs

Analyse des objectifs est la « jumelle de l'analyse des problèmes vue plus haut. En principe c'est une transformation de l'état négatif à l'état positif de l'arbre des problèmes. Elle donne une image miroir positive de l'arbre des problèmes. Il faut cependant éviter les transformations mécaniques qui n'ont pas de sens.

Analyse des stratégies alternatives/possibles

Analyse des stratégies alternatives/possibles est une démarche méthodologique visant à analyser au niveau de l'arbre des objectifs les chaînes moyens-fins (appelées stratégies alternatives) au regard de certains critères notamment : conformité aux missions, ressources disponibles, probabilité de succès, participation des bénéficiaires, satisfaction des besoins des groupes cibles, existence des capacités institutionnelles, environnement favorable) etc. En sommes, les racines de l'arbre des objectifs représentent en fait différentes stratégies complémentaires pour l'atteinte de l'objectif global.

Analyse des parties prenantes

Analyse des parties prenantes est une démarche méthodologique visant à identifier et catégoriser les différents groupes concernés par la



problématique et analyser leurs préoccupations (attentes, craintes, problèmes, contributions etc.).

Analyse des risques

Analyse ou appréciation de facteurs (appelés hypothèses dans le cadre logique) qui contribuent ou pourraient contribuer, à l'atteinte des objectifs d'une intervention donnée. Examen détaillé des conséquences non voulues et négatives qu'une action de développement pourrait avoir sur la vie humaine, la santé, la propriété ou l'environnement. Processus visant à identifier systématiquement les conséquences indésirables et les risques, avec quantification de leur probabilité d'apparition et leur impact prévisible.

Appréciation préalable (évaluation ex ante)

Appréciation globale de la pertinence, de la faisabilité et de la durabilité probable d'un projet, programme ou action de développement avant que la décision de financement ne soit prise.

Assurance qualité

L'assurance qualité couvre toute activité concernant l'appréciation et l'amélioration des mérites et de la valeur d'une action de développement ou le respect de normes préétablies. Exemples d'activités d'assurance qualité : appréciation préalable, gestion par les résultats, examens intermédiaires, évaluations, etc.

Attribution (Imputation)

Confirmation d'une relation causale entre les changements observés (ou que l'on s'attend à observer) et une action spécifique. Remarque : l'attribution met une partie du changement observé au crédit de l'action évaluée. Elle représente la part des effets observés qui est attribuable à une intervention spécifique ou à l'action d'un ou plusieurs partenaires. Elle suppose de prendre en compte les autres interventions, les facteurs exogènes (anticipés ou non) et les chocs externes.

Audit (Contrôle)

Activité de contrôle en matière de qualité, exercée de façon objective et indépendante, et destinée à améliorer les opérations d'une organisation et à en accroître la valeur. Il aide une organisation à atteindre ses objectifs grâce à une approche systématique et rigoureuse pour constater et améliorer l'efficacité de la gestion des risques, du contrôle et des processus de gouvernance. Une distinction doit être effectuée entre l'audit de régularité



(contrôle financier) qui porte surtout sur la conformité avec les procédures et règlements en vigueur et l'audit de performance qui s'intéresse à la pertinence, à l'économie, à l'efficience et à l'efficacité. L'audit interne fournit une appréciation des contrôles internes exercés par une unité rendant compte à la direction, tandis que l'audit externe est exécuté par un organisme indépendant.

Autoévaluation

Évaluation réalisée par ceux qui ont la responsabilité de concevoir et de mettre en œuvre une action de développement.

B

Bénéficiaires

Individus, groupes ou organisations qui bénéficient de l'action de développement, directement ou non, intentionnellement ou non.

Budget

Budget est une prévision des moyens (recettes) et de leur utilisation (dépenses) pour une période donnée (mois, trimestre, semestre, année, plusieurs années). Au sens juridique, c'est aussi l'acte par lequel sont prévues et autorisées les recettes et les dépenses annuelles de l'Etat. L'autorisation doit être accordée par les instances compétentes.

Budgétisation

Budgétisation est le processus par lequel est établi un budget.

But

Énoncé général du résultat à atteindre au cours d'une période donnée. Le terme but est approximativement équivalent à Résultat stratégique. Par souci de précision technique, il est recommandé d'utiliser plutôt objectif spécifique).

C

Le Cadre logique (matrice)

Il s'agit d'une mise en forme des résultats de la planification d'une intervention, en les présentant de manière plus logique. Cette mise en forme n'est possible qu'après une analyse de la situation, notamment l'analyse des problèmes et des objectifs. D'ailleurs c'est à partir de l'arbre des objectifs



qu'on construit la première colonne (hiérarchie des objectifs) du cadre logique.

C'est un ensemble de concepts corrélés décrivant d'une façon opérationnelle et sous forme de matrice les aspects les importants d'une intervention (hiérarchie des objectifs, les indicateurs, les sources de vérification et les hypothèses). Cette description permet de vérifier si l'intervention a été bien instruite, un suivi plus facile et une évaluation plus correcte.

Il important de garder à l'esprit que le cadre logique n'est qu'un outil méthodologique de planification qui reflète le résultat d'une analyse faite à un certain moment.

Chaîne des résultats

C'est un ensemble de résultats obtenus dans le temps et liés les uns aux autres dans une relation de cause à effet. Ainsi, la chaîne des résultats commence par la mise à disposition des ressources, se poursuit par les activités et leurs extrants. Elle conduit aux effets et aux impacts, et aboutit à une rétroaction. Elle est composée de trois types de résultats : résultats immédiats (extrants ou produits) et résultats à moyen terme (effets) et résultats à long terme (impact). L'on peut également avoir deux grandes catégories de résultats : résultats opérationnels (ressources et activités) et résultats de développement (extrants, effets et impact).

Conclusions

Conclusions Les conclusions font ressortir les facteurs de succès et d'échec de l'action évaluée, avec un intérêt particulier accordé aux résultats et aux impacts escomptés ou non, et plus généralement aux autres points forts et points faibles. Une conclusion fait appel à des données et des analyses élaborées à partir d'un enchaînement transparent d'arguments.

Constatations

Données avérées déduites d'une ou de plusieurs évaluations permettant d'établir des faits.

Conséquence

Résultat externe attribué à une organisation, à un programme, etc., et considéré comme significatif au regard de ses engagements. Les conséquences peuvent être décrites comme immédiates, intermédiaires ou finales, directes ou indirectes, voulues ou fortuites.



E

Économie

Non gaspillage d'une ressource donnée. Une activité est économique si le coût d'utilisation des ressources rares se rapproche du minimum requis pour atteindre les objectifs prévus.

Effet

Effet, tout comme impact, est un synonyme de conséquence. Par contre, les effets présupposent habituellement une relation directe à moyen terme. Les deux termes (effet et impact) sont couramment utilisés.

Énoncé de mission

Déclaration formelle et publique exposant la raison d'être d'une organisation. L'énoncé de mission est utilisé par la haute direction pour fixer les orientations et les valeurs de l'organisation.

Effet

C'est le résultat de l'utilisation croissante qui est faite des produits du projet. C'est également le changement escompté ou non, attribuable directement ou indirectement à une action.

Efficacité (Succès, réussite)

Mesure selon laquelle les objectifs de l'action de développement ont été atteints, ou sont en train de l'être, compte tenu de leur importance relative. C'est la mesure selon laquelle une intervention a atteint, ou est en train d'atteindre, ses principaux objectifs pertinents.

Efficiencia

Mesure selon laquelle les ressources (fonds, expertise, temps, etc.) sont converties en résultats de façon économe.

État des lieux

Analyse décrivant la situation avant le lancement de l'action de développement, et par rapport à laquelle on pourra apprécier des améliorations ou faire des comparaisons.

Évaluabilité

Mesure selon laquelle une activité ou un programme est évalué de façon fiable et crédible. L'appréciation de l'évaluabilité suppose d'examiner à



l'avance l'activité projetée afin de vérifier si ses objectifs sont définis de façon adéquate et si les résultats sont vérifiables.

Évaluation

Appréciation systématique et objective d'un projet, d'un programme ou d'une politique, en cours ou terminé, de sa conception, de sa mise en œuvre et de ses résultats. Le but est de déterminer la pertinence, l'efficacité, l'efficacé, l'impact et la durabilité. Une évaluation devrait fournir des informations crédibles et utiles permettant d'intégrer les leçons de l'expérience dans le processus de décision des bénéficiaires et des bailleurs de fonds. Dans certains cas l'évaluation suppose la définition de normes appropriées, l'appréciation des performances par rapport à celles-ci, et en juger les résultats attendus et obtenus. Elle permet de dégager des leçons pertinentes.

Évaluation ex ante (appréciation préalable)

Évaluation qui est conduite avant la mise en œuvre d'une action de développement.

Évaluation ex post

Évaluation d'une action de développement une fois celle-ci terminée. Ce type d'évaluation peut être réalisé tout de suite après l'achèvement de l'intervention ou longtemps après. Le but est d'identifier les facteurs de succès ou d'échec, d'apprécier la durabilité des résultats et des impacts, et de tirer des conclusions qui pourront être généralisées à d'autres actions.

Évaluation externe

Évaluation d'une action de développement conduite par des services et/ou des personnes extérieures au bailleur de fonds et à l'organisation responsable de la mise en œuvre.

Évaluation interne (Autoévaluation)

Évaluation conduite par un service et/ ou des personnes qui dépendent des responsables de l'action de développement chez le bailleur de fonds, chez ses partenaires ou au sein des organisations chargées de la mise en œuvre.

Évaluation de programme sectoriel

Évaluation d'une série d'actions de développement dans un secteur d'un ou plusieurs pays, contribuant ensemble à l'atteinte d'un objectif de développement spécifique. Un secteur inclut des activités de développement



habituellement regroupées dans la perspective d'une action publique telle que la santé, l'éducation, l'agriculture, les transports, etc.

Évaluation récapitulative

Étude conduite en fin d'action (ou à la fin d'une étape de cette action) pour déterminer dans quelle mesure les réalisations escomptées ont été atteintes. L'évaluation récapitulative vise à fournir des informations sur la validité du programme.

Évaluation thématique

Évaluation d'un certain nombre d'actions de développement, toutes orientées vers une priorité spécifique de développement, qui s'applique de façon transversale aux pays, aux régions et aux secteurs

Évaluation conjointe (partenariale)

Évaluation à laquelle participent différents organismes bailleurs et/ou leurs partenaires.

Il peut y avoir plusieurs degrés de partenariat selon que les partenaires coopèrent plus ou moins au processus d'évaluation, regroupent leurs ressources et restituent ensemble les résultats. Les évaluations conjointes peuvent aider à traiter les problèmes d'attribution en appréciant l'efficacité des programmes et des stratégies, la complémentarité des efforts des différents partenaires ainsi que la qualité de la coordination de l'aide, etc.

Enseignements tirés

Généralisations, établies à partir de circonstances spécifiques relatives à des évaluations de projets, de programmes ou de politiques permettant de tirer des enseignements plus larges. Souvent les leçons soulignent les points forts et les points faibles dans la préparation, la conception et la mise en œuvre, qui ont un effet sur la performance, les résultats et l'impact.

Élaboration est le processus de réflexion visant à la mise en forme d'un projet, d'un plan ou tout autre document (diagnostic, arbre de problèmes, objectifs, composante, planification etc.)

Évaluation à mi-parcours

Évaluation conduite à la moitié de la mise en œuvre de l'action.

Évaluation participative



Méthode d'évaluation selon laquelle les représentants des agences d'aide et des autres parties prenantes (y compris les bénéficiaires) collaborent pour concevoir et conduire une évaluation et en tirer les conclusions.

Évaluation indépendante

Évaluation d'une action de développement conduite par des services ou des personnes non liés aux responsables de la conception et de la mise en œuvre de l'action de développement. La crédibilité d'une évaluation dépend en partie de l'indépendance avec laquelle elle a été conduite. L'indépendance implique une liberté par rapport aux influences politiques et aux pressions des organisations.

Évaluation formative (Endoformative)

Évaluation visant à améliorer les performances, le plus souvent effectuée au cours de la phase de mise en œuvre d'un projet ou d'un programme. Les évaluations formatives peuvent également être menées pour d'autres raisons telles que la vérification de la conformité et du respect des obligations légales ou comme partie d'une évaluation plus large.

Évaluation de processus

Évaluation de la dynamique interne d'organismes chargés de la mise en œuvre de l'action, de leurs instruments et politiques d'intervention, de leurs mécanismes de prestation de services, de leurs pratiques de gestion, et des liens entre tous ces éléments.

Évaluation de programme

Évaluation d'un ensemble d'actions, structuré pour atteindre des objectifs de développement spécifiques à l'échelle d'un secteur, d'un pays, d'une région, ou global. Un programme de développement a une durée limitée et implique des activités multiples qui peuvent concerner plusieurs secteurs, thèmes et/ou zones géographiques.

Examen

Appréciation de la performance d'une action, périodiquement ou de façon ad hoc. Le terme « évaluation » est souvent appliqué pour une appréciation plus globale et/ou plus profonde que l'examen. L'examen tend à souligner les aspects opérationnels. Les termes « examen » et « évaluation » sont parfois utilisés comme synonymes.



Extrant

Produit ou service fourni directement, suite aux activités d'un programme, à un groupe ou à une population cible. Ce sont également des biens, équipements ou services qui résultent de l'action de développement. Le terme peut s'appliquer à des changements induits par l'action qui peuvent conduire à des effets directs.

F**Finalité**

Objectif global vers lequel l'action de développement doit contribuer. C'est aussi l'objectif de développement.

Fiabilité

La fiabilité fait référence à la qualité des techniques, procédures et analyses utilisées pour collecter et interpréter les données. L'information est fiable si des observations répétées utilisant les mêmes outils dans des conditions identiques produisent des données similaires.

G**Gestion Axée sur les Résultats**

Stratégie de management orientée vers la performance. C'est une méthode de gestion appliquée par une organisation pour veiller à ce que ses procédures, produits et services contribuent à la réalisation de « résultats » clairement définis. Cette approche se concentre sur l'acquisition d'un bon plan (tôt dans le processus), la mise en œuvre des mesures de rendement, l'apprentissage et l'adaptation ainsi que la reddition de compte.

Groupe cible (Population cible)

Personnes ou organisations au bénéfice desquelles l'action de développement est entreprise.

I**Indicateur**

Facteur ou variable, de nature quantitatif ou qualitatif, qui constitue un moyen simple et fiable de mesurer et d'informer des changements liés à l'intervention ou d'aider à apprécier la performance d'un acteur du développement. C'est une variable ou facteur spécifique dont la mesure ou l'appréciation doit aider à vérifier que les objectifs ou les résultats d'un projet se sont réalisés.



Indicateurs de performance

Indicateurs permettant de vérifier les changements intervenus ou les résultats obtenus par rapport à ce qui était planifié. Ils doivent être suivis au cours de la réalisation du projet, car il permet de vérifier les progrès réalisés, d'évaluer les produits, les effets et les impacts. On qualifie parfois les indicateurs aux niveaux des effets et de l'impact de macro indicateurs et ceux du niveau des extrants et ressources de micro indicateur.

Indicateurs d'efficacité

Ils permettent une analyse plus approfondie de la performance. Ce sont des indicateurs qui montrent le degré avec lequel les résultats d'un niveau du projet ont contribué à l'atteinte des résultats du niveau suivant. Ainsi, on parle d'indicateurs de rendement des intrants, de fonctionnement des extrants et de développement durable en ce qui concerne les effets et les impacts du projet.

- ▶ Les indicateurs d'efficacité (de rendement) représentent généralement le ratio d'intrant requis par unité de d'extrants produits Exemple : nombre d'heure de travail pour construire 1 km de route. Ils mesurent en efficience, c'est-à-dire la performance atteinte dans l'utilisation des ressources.
- ▶ Les indicateurs d'efficacité (de fonctionnement) représentent généralement le ratio d'extrants requis pour l'atteinte de l'effet ou le degré avec lequel les extrants contribuent aux effets. Exemple le nombre de vaccins administrés par unité de déclin de mortalité.
- ▶ Les indicateurs d'efficacité (de développement durable) représentent la durabilité des impacts du projet particulièrement à la fin de son financement. Exemple taux de prévalence d'une maladie au terme du financement du projet ou taux de viabilité et de pérennité d'organisations (institutions, infrastructures) créées pour fournir les services mis sur pied par un projet.

Impact

C'est le changement dans le standing de vie ou l'augmentation de la capacité de développement d'un groupe de bénéficiaires résultant des effets du projet. C'est aussi les modifications ultimes en matière de développement. Ce sont les effets à long terme, positifs et négatifs, primaires et secondaires, induits par une action de développement, directement ou non, intentionnellement ou non. L'impact, tout comme effet, est un synonyme de conséquence.



Intrant

Ressources (humaines, matérielles, financières, etc.) utilisées pour exécuter des activités afin de produire des extrants et atteindre des résultats.

H**Hypothèses**

Facteurs importants pour la réussite du projet mais non directement influençables par ce dernier. Dans une « approche théorique » de l'évaluation, les hypothèses émises sont systématiquement vérifiées par rapport à l'enchaînement des résultats escomptés. Elles sont énoncées à la forme positive comme les objectifs et sont évaluées en fonction de leur importance et de leur probabilité de réalisation.

C'est aussi un pronostic concernant le rapport de causalité entre les différents niveaux d'objectifs d'un projet qui comporte un certain nombre de facteurs aléatoires. C'est aussi un facteur extérieur important qui peut échapper au contrôle du projet, mais qui est indispensable à sa réussite.

M**Méthode du cadre logique**

C'est une approche de planification par objectif qui est composée de deux phases : la phase analyse de la situation (de la participation et des concernés, des problèmes, des objectifs et des stratégies possibles) et la phase du schéma de planification ou matrice du cadre logique. Cette méthode est de plus en plus utilisée pour la formulation des plans, programmes, projet et actions de développement.

Mesure des performances

Mesure selon laquelle l'action de développement, ou un partenaire, opère selon des critères, des normes, des orientations spécifiques, ou obtient des résultats conformes aux objectifs affichés ou planifiés. C'est un système permettant d'apprécier les performances des actions de développement par rapport aux objectifs affichés.

Modèle des résultats (Cadre de résultats)

Représentation logique expliquant comment l'objectif de développement peut être atteint en prenant compte des relations causales et des hypothèses implicites.



Meta évaluation

Évaluation conçue comme une synthèse des constatations tirées de plusieurs évaluations. Le terme est également utilisé pour désigner l'évaluation d'une évaluation en vue de juger de sa qualité et/ou d'apprécier la performance des évaluateurs.

Mesure du rendement

Indicateur (quantitatif ou qualitatif) servant à déterminer jusqu'à quel point un programme, une politique ou une initiative atteint ses résultats.

O

Objectif est un état futur désirable et réalisable qui jugé satisfaisant. Ce terme est approximativement équivalent à la solution à un problème dans l'analyse des problèmes.

Objectif de développement

Objectif global auquel le projet doit contribuer.

Objectif du programme ou du projet

Objectif recherché ou attendu par la réalisation du projet.

Outils d'analyse

Instruments et techniques utilisés pour traiter et interpréter l'information durant les différentes étapes d'une évaluation.

Outils pour la collecte de données

Instruments et techniques utilisés pour identifier des sources d'information et les rassembler au cours de l'évaluation. Remarque : par exemple, enquêtes formelles ou informelles, observation directe et participative, interviews de communautés, groupes de contrôle, avis d'experts, études de cas et recherche de documentation.

P

Partenaires

Personnes et/ou organisations qui collaborent pour atteindre des objectifs convenus en commun. Le concept de partenariat évoque des objectifs conjoints, des responsabilités partagées en ce qui concerne les réalisations, des engagements réciproques et une obligation de rendre compte de



manière claire. Les partenaires peuvent être des organisations gouvernementales, de la société civile, des ONG, des universités, des associations professionnelles, des organisations multilatérales, des entreprises privées, etc.

Parties prenantes (Protagonistes)

Agences, organisations, groupes ou individus qui ont un intérêt direct ou indirect dans l'action de développement ou dans son évaluation.

Performance

Progrès réalisés dans l'accomplissement des éléments de la chaîne des résultats (ressources, réalisations, produits effets et impact). Elle reflète l'efficacité dans la transformation des ressources en produits, résultats et impacts.

Pertinence

Mesure selon laquelle les objectifs de l'action de développement correspondent aux attentes des bénéficiaires, aux besoins du pays, aux priorités globales, aux politiques des partenaires et des bailleurs de fonds. Rétrospectivement, la question de la pertinence consiste souvent à s'interroger sur le fait de savoir si les objectifs de l'action ou sa conception sont encore appropriés compte tenu de l'évolution du contexte.

Planification

Planification est un processus permanent et itératif par lequel on prévoit des moyens pour atteindre des objectifs dans le temps et dans l'espace.

Problème

Problème est un état réel actuel, ressenti comme non satisfaisant. Il peut être donc une difficulté, un obstacle une contrainte.

Problématique

Problématique est l'ensemble des problèmes concernant une situation donnée auxquels il faut trouver des solutions appropriées.

Programmation

Programmation est une étape du processus de la planification qui consiste à préciser les meilleures conditions pour l'exécution physique et financière d'une action, d'un projet, d'un programme ou d'un plan.



Projet

Projet est un ensemble d'activités et de moyens nécessaires à la réalisation d'objectif (s) spécifique (s) bien déterminé (s) et bien localisé (s) dans le temps et dans l'espace pour apporter un changement.

Programme

Programme est un ensemble de projets (actions) mis en cohérence pour atteindre des objectifs spécifiques dans un laps de temps.

Plan

Plan est le résultat du processus de la planification ; c'est-à-dire un document qui contient des orientations générales, des objectifs, des stratégies, des programmes, des projets, des mesures d'accompagnement et les moyens de leur mise en œuvre.

Planification stratégique

Planification stratégique est un processus de réflexion qui mène à l'identification du problème, à la détermination des besoins, à leur hiérarchisation, à la détermination de l'action adéquate et un planning des activités. Elle permet d'opérer le meilleur choix du projet.

Planification opérationnelle

Planification opérationnelle est le processus qui permet de s'assurer qu'un projet continuera à être efficace une fois devenu opérationnel. Cette planification permet de réfléchir avec minutie à tous les détails du projet avant exécution.

Politique de Développement

Politique de Développement est l'ensemble des grandes options de développement : grandes orientations, objectifs globaux et spécifiques prises par un gouvernement ou une organisation dans les domaines relevant de sa compétence pour orienter son développement.

R

Recommandations

Propositions qui ont pour but de promouvoir l'efficacité, la qualité ou l'efficacité d'une action de développement, de réorienter les objectifs, et/ou de réallouer les ressources. Les recommandations doivent être reliées aux conclusions.



Ressources (Moyens, intrants)

Moyens financiers, humains et matériels utilisés pour l'action de développement.

Reddition de compte

Présentation d'information sur le rendement fondée sur les faits. Rendre compte sert à éclairer les décisions, à rencontrer les exigences de responsabilisation et sert de point de départ pour l'engagement des citoyens et citoyennes et pour le dialogue des parlementaires sur le rendement.

Référence (Étalon)

Norme permettant d'apprécier la performance ou les résultats obtenus. Remarque : la référence se rapporte à des résultats obtenus dans le passé récent par d'autres organisations comparables, ou à ce qu'on pensait pouvoir atteindre raisonnablement dans un contexte donné.

Rendement

Mesure à laquelle une organisation, un programme, etc. atteint les résultats prévus. Ces résultats prévus sont comparés à des buts, normes ou critères spécifiques. En Gestion Axée sur les Résultats, le rendement est mesuré et analysé, communiqué et utilisé comme fondement des décisions en matière de gestion.

Responsabilité de rendre compte (Redevabilité)

Obligation de rendre compte du fait que le travail a été conduit selon les règles et les normes convenues, ou obligation de rendre compte de façon claire et impartiale sur les résultats et la performance, au regard du mandat et/ou des objectifs fixés.

Responsabilisation

Obligation d'assumer ses responsabilités de rendement en fonction d'attentes convenues. Ce concept diffère de la responsabilité, qui est l'obligation d'agir, alors que la responsabilisation est l'obligation de répondre d'une action.

Résultat

C'est tout ce qui arrive ou commence à arriver à la suite d'une intervention. C'est donc une transformation visible dans le groupe, dans l'organisation ou dans la société. C'est un changement observable descriptible et/ou



mesurable qui découle d'une relation de cause à effet. Deux notions fondamentales à retenir: changement, causalité.

Rétroaction

Transmission des constatations résultant du processus d'évaluation à ceux qui peuvent en tirer des leçons utiles et pertinentes afin de favoriser un meilleur apprentissage. Cela peut impliquer de réunir et de diffuser les constatations, les conclusions, les recommandations et les leçons de l'expérience.

S

Scénario en absence d'intervention (Situation contrefactuelle)

Situations ou conditions dans lesquelles se trouveraient les personnes, les organisations ou les groupes concernés si l'action de développement n'existait pas.

Secteur d'activités

Un secteur d'activités est un mécanisme pour associer l'effort collectif et les ressources aux Résultats stratégiques dans l'ensemble de l'organisation interne du ministère. Pour les plus petites organisations, les secteurs d'activités peuvent être synonymes aux unités organisationnelles mais pour les organisations plus grosses et plus complexes, les secteurs d'activités ont très peu de chances d'être basés sur leur organisation. Les secteurs d'activités fonctionnent comme forum pour établir l'orientation, s'assurer de la cohérence dans l'exécution des programmes, établir des imputabilités claires pour les résultats à l'ensemble des organisations internes, faire le suivi et la reddition de compte ainsi que pourvoir un contexte commun pour l'allocation des ressources aux résultats.

Stratégie

C'est un ensemble de mesures, d'actions et de dispositifs devant permettre d'atteindre des objectifs prédéterminés. C'est un ensemble de méthodes pour gérer un projet ou un programme de développement. Elle consiste principalement à combiner trois éléments clés que sont les options prioritaires, les acteurs privilégiés et les ressources (hommes, capitaux, techniques). En matière de planification du développement, la stratégie cherche en principe à déterminer les voies et moyens requis pour atteindre les objectifs qui ont définis par la politique.

Stratégie de mesure du rendement



Sélection, développement et utilisation continue des mesures de rendement pour guider les décisions. L'étendue des informations provenant d'une Stratégie de mesure du rendement peut inclure : groupes cibles, résultats prévus, mesures de rendement, sources de données, méthodes et coûts.

Suivi

Processus continu de collecte systématique d'informations, selon des indicateurs choisis, pour fournir aux gestionnaires et aux parties prenantes d'une action de développement en cours, des éléments sur les progrès réalisés, les objectifs atteints et l'utilisation des fonds alloués.

Suivi des performances

Processus continu de collecte et d'analyse de l'information, visant à apprécier la mise en œuvre d'un projet, d'un programme ou d'une politique au regard des résultats escomptés.

Suivi du rendement

Processus continu de cueillette d'information permettant d'évaluer la progression vers l'atteinte des résultats stratégiques souhaités et prévus et, s'il y a lieu, d'émettre une mise en garde si le progrès n'est pas tel qu'attendu.

T

Termes De Référence (Cahier des charges)

Document écrit présentant le but et le champ de l'évaluation, les méthodes à utiliser, les références permettant d'apprécier la performance ou de conduire les analyses, les ressources et le temps nécessaires, ainsi que les conditions de présentation des résultats.

Triangulation

Utilisation d'au moins trois théories, sources ou types d'informations, ou démarches d'analyse, pour vérifier et soutenir une appréciation ou un point de vue. En combinant plusieurs sources, méthodes, analyses ou théories, les évaluateurs cherchent à surmonter les biais qui apparaissent quand on se fonde sur une seule source d'information, un seul observateur, une seule méthode ou une seule théorie.



Annexe 6 : Termes de Référence



Fraternité - Travail - Progrès
CABINET DU PREMIER MINISTRE



FEM



*Empowered lives.
Resilient nations.*

**SECRETARIAT
EXECUTIF**

Projet « Régionalisation de l'Adaptation à Base Communautaire au Niger »

**Termes de Référence pour la mise en place d'un dispositif de Suivi-
Évaluation du projet**

Octobre 2015



1. Contexte/justification

Le Gouvernement du Niger a élaboré en 2006 son Programme d'Action National pour l'Adaptation (PANA) aux changements climatiques. L'objectif général du PANA est de contribuer à atténuer les effets néfastes de la variabilité et des changements climatiques sur les populations les plus vulnérables dans la perspective d'un développement durable.

Le processus a conduit à la priorisation de quatorze (14) options d'adaptation portant sur les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, des ressources en eau, de la gestion durable des terres, de la santé et du renforcement des capacités des organisations des producteurs. Ce faisant, partant de ces options, le Niger a soumis au FEM un projet d'adaptation au changement climatique dont le but est de renforcer la capacité d'adaptation du secteur agricole au changement climatique.

Ce projet intitulé « Mise en œuvre des interventions prioritaires du PANA pour renforcer la résilience et la capacité d'adaptation du secteur agricole au changement climatique au Niger » a intervenu dans huit (8) communes en raison d'une par région du Niger. Il a pour objectif primordial de renforcer la capacité d'adaptation aux changements climatiques des secteurs de l'agriculture et de l'eau.

Suite à la mise en œuvre du projet PANA-Résilience sur la période 2010-2013, le Niger a reçu du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) à travers le Programme de Nations Unies (PNUD), un financement pour la mise en œuvre du projet « Régionalisation de l'Adaptation à Base Communautaire ». Ce projet a pour objectif de renforcer la capacité de réaction et d'adaptation des services administratifs/techniques de soutien aux communes pour permettre la génération d'une masse critique de résilience communautaire aux changements climatiques et de parvenir à une économie plus résiliente au climat dans la région de Maradi. Il interviendra dans sept (7) communes des départements de Dakoro et Bermo (région de Maradi).

Pour atteindre cet objectif, deux effets sont attendus : (i) l'information nécessaire et les outils de gestion des risques climatiques pertinents sont mis à disposition et adoptés par les autorités communales, les services techniques et les organisations communautaires (OCB et ONG) au sein des communes priorisées de la région de Maradi ; (ii) des mesures communautaires et des sources de revenus résilientes sont mises à l'échelle, diffusées et mises en œuvre au sein des communes priorisées dans la région de Maradi.

La situation recherchée est la mise à l'échelle et la diffusion aux niveaux locaux des pratiques d'adaptation qui ont démontré de bons résultats, afin de catalyser un développement résilient face aux facteurs climatiques dans les secteurs les plus vulnérables. Les changements climatiques seront intégrés dans les plans communaux de développement et les budgets des communes ciblées, et l'information agro-



météorologique sera disponible pour les différents acteurs. Des communautés résilientes capables d'effectuer un changement social et un développement socio-économique durable seront créées dans les communes d'intervention du projet.

Pour l'atteinte de ces effets plusieurs activités ont été identifiées. Pour mener à bien ces activités, le projet envisage de réaliser une étude portant sur la mise en place d'un système de suivi-évaluation du projet.

Le suivi et l'évaluation des activités détermineront l'impact des interventions sur la productivité agrosylvopastorale et le bien-être humain au niveau des sites d'intervention du projet. Cela nécessite par conséquent une approche scientifique rigoureuse.

Les données produites par ce Suivi-Evaluation (S&E) seront utilisées pour produire des rapports et articles scientifiques dans les revues de référence. Ces données et informations qui seront produites sont des sources et de natures différentes à savoir qu'ils peuvent être techniques, financières, temporelles et géographiques. Ils doivent être disponibles, accessibles, utiles et exploitables.



2. Objectifs de l'étude

2.1. Objectif global

L'objectif global de la consultation est de mettre en place un système de S&E du projet ABC contenant un ensemble continu et cohérent d'informations et données sur l'évolution de la mise en œuvre des activités du projet, le niveau d'atteinte des résultats, de manière à assurer un suivi régulier des impacts et des effets dans l'espace et dans le temps.

2.2. Objectif spécifique

Plus spécifiquement, il s'agit de concevoir et produire:

- (i) des mécanismes, des informations et données nécessaires pour assurer : (a) une gestion axée sur les résultats du projet et la participation des principaux partenaires aux mécanismes de réflexion critique destinés à améliorer la mise en œuvre du projet ; (b) la réactivité, l'efficacité et l'efficacité en recherchant constamment à obtenir le retour de l'information de la part des différents acteurs du projet, de produire des modèles de rapports périodiques et adéquats pour décrire le déroulement des activités du projet aux différents groupes d'acteurs selon les formats adaptés à leurs besoins ;
- (ii) la stratégie et de l'approche pour encourager le dialogue afin que tous participent au processus de réflexion ;
- (iii) le processus de renforcement des capacités des acteurs à la saine gestion des ressources qui leurs sont allouées.

3. Tâches du consultant.

Les principales tâches du consultant sont les suivantes :

- ✓ la définition de l'objectif et du champ d'application du système : pourquoi on a besoin d'un système de S&E et quels domaines doit-il couvrir ;
- ✓ l'identification des questions relatives à la pertinence des besoins d'information, des données et des indicateurs : que faut-il savoir pour suivre et évaluer le projet de façon à bien le gérer ;
- ✓ la planification de la collecte, de l'organisation et du traitement des données et informations : comment seront collectées, traitées et gérées les données et informations ;
- ✓ la planification des mécanismes et des activités nécessaires pour mettre en œuvre le projet : comment tirer les leçons/enseignements des informations recueillies et les utiliser pour améliorer la gestion du projet ;



- ✓ la planification pour une meilleure communication entre le projet et les différentes parties prenantes: comment et à qui présenter les méthodes, les activités, les résultats et les contraintes d'exécution du projet ;
- ✓ la planification des moyens et compétences nécessaires : de quoi on a besoin pour que le S&E fonctionne véritablement ;
- ✓ l'analyse de la pertinence des indicateurs avec l'ensemble des acteurs de mise en œuvre du projet ;
- ✓ l'identification de types de rapports et de leur périodicité;
- ✓ la définition des critères de base pour évaluer la qualité du système de S&E.

4. Résultats attendus

Au terme de la mission, le consultant devra produire un document conformément aux tâches définis ci-dessus.

Ce document doit être rédigé en Français et déposé à la l'Unité de Gestion du projet à date échuée en version électronique, sous format Microsoft Word, sur CD et en version papier en trois exemplaires.

Le consultant présentera le document au cours d'un atelier de validation organisé par le projet ABC.

5. Profil des Consultants/ qualifications et expériences

Le consultant doit avoir le profil suivant ;

- ✓ un diplôme universitaire d'au moins (BAC+5) dans un des domaines suivants : suivi et planification de développement, agroéconomie, économie rural, gestion du développement rural, gestion des ressources naturelles, etc. ;
- ✓ une connaissance solide en développement rural, avec un accent particulier sur les processus et la gestion participatifs ;
- ✓ une connaissance approfondie sur les problèmes liés aux changements climatiques, la désertification et la gestion des ressources naturelles ;
- ✓ au moins cinq (5) années d'expérience professionnelle dans l'établissement et la mise en œuvre de systèmes de S&E dans des projets similaires ;
- ✓ une expérience en matière de la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) et d'autres approches de planification stratégique, des méthodes et approches de S&E (quantitatives, qualitatives et participatives), de la formation en matière d'établissement et de mise en œuvre du dispositif du S&E, d'organisation de travaux d'analyse des données du S&E orientées vers la réflexion et la capitalisation avec différents acteurs, de l'analyse de l'information et de la rédaction de rapports ;
- ✓ une bonne connaissance de méthodes de renforcement des capacités des organisations locales ;
- ✓ l'aptitude à effectuer des missions sur le terrain ;
- ✓ très bonne aptitude à analyser et à rédiger en français ;
- ✓ très bonne maîtrise de l'outil informatique.



6. Durée de l'étude

La durée de l'étude est de 28 jours à compter de la date de la signature du contrat. Le dépôt des documents de l'étude se fera de la manière suivante :

- Premier document provisoire : 30 jours après le début de l'étude ;
- Deuxième document provisoire : une semaine après les réunions techniques de validation ;
- Document définitifs : cinq (5) jours après la communication des observations des structures de gestion du projet.

7. Conduite de l'étude

L'étude sera conduite en étroite collaboration avec l'Unité de Gestion du Projet en vue de permettre un suivi continu et le traitement des difficultés éventuelles pouvant entacher sa bonne exécution.

Dès le démarrage de l'étude, le consultant devra définir une approche de travail qui implique l'ensemble des acteurs concernés (direction du projet, structures étatiques, institutions de recherches, ONG et les Organisations des Producteurs (OP) dans l'analyse des problématiques et la définition des orientations et des actions adaptées en vue d'atteindre l'objectif de l'étude.

Il devra soumettre un plan de travail détaillé à l'Unité de Gestion du Projet pour validation. Ce document devra indiquer la méthodologie adoptée.

8. Dossier de candidature

Les CV de candidature doivent être déposés à la coordination du projet à Dakoro, à l'adresse suivante : BP44 Tél : 21 42 66 886 au plus tard le 09 novembre 2015 à 17h30 mn.

